

# J'en ai marre de Besancenot et du sanspapiérisme



On

résume la situation. Plusieurs centaines de « migrants », nouveau terme pour désigner des clandestins, organisent un campement en plein Paris. Ils sont soutenus et protégés par toute une clique d'associations (payées par nos impôts) et par des élus de gauche et des militants d'extrême gauche, sans oublier la bande à Mélenchon, avec Coquerel-Simonnet.

Dans n'importe quel pays au monde, sauf en France et en Europe, une situation pareille ne peut pas arriver, pour plusieurs raisons. D'abord un clandestin, dès lors qu'il est localisé, doit se retrouver au plus vite dans le premier avion ou premier bateau, et dégager du pays qu'il occupe illégalement. Il n'y a pas huit recours possibles, comme en France. Nulle part des gens en situation irrégulière ne se permettent de revendiquer des droits. Et enfin, en aucun cas, ces citoyens ou des élus ne se permettent de s'opposer aux forces de l'ordre qui ne font que faire respecter la loi.

La France, mais aussi les autres pays européens, sous la tutelle de l'Union européenne, donne ainsi ce spectacle ahurissant. Des policiers sont agressés de deux côtés à la fois : par des clandestins, qui comprennent qu'ils ne risquent

pas grand-chose dans un pays où les forces de l'ordre sont méprisées, et par les gauchistes, écolos, communistes et Parti de gauche, bien plus prompts à défendre leur nouveau prolétariat que le salariat français.

Nous sommes dans un pays où des députés ont réclamé la suspension de Robert Ménard pour avoir simplement expliqué que par le biais des prénoms des élèves de sa ville, il savait que certaines écoles étaient occupées par 60 % d'élèves musulmans. Le maire de Béziers n'a absolument pas violé la loi. Le tribunal administratif l'a innocenté, face au lynchage médiatique dont il a fait l'objet. Là, nous avons des élus de la République qui se permettent de s'opposer à l'action des forces de l'ordre. Si nous étions dans un pays normal, ils seraient immédiatement démis de leurs fonctions, et privés des avantages qui vont avec.

Si nous étions dans un pays normal, au lieu de se laisser bousculer et insulter par des dégénérés qui osent scander « La République c'est nous », tout en violant ses lois, les clandestins n'auraient pas fait deux minutes sur leur campement, et auraient été virés de suite. Si nous étions dans un pays normal, Besancenot et la clique à Mélenchon se seraient fait embarquer de suite dans le panier à salade, et auraient été placés en garde à vue. Si nous étions dans un pays normal, quand Besancenot bouscule un policier, ce n'est pas une simple gifle qu'il aurait prise... Et si nous étions dans un pays normal, il n'y aurait pas huit recours possibles avant de décider l'expulsion d'un clandestin, sachant qu'une fois décidée, seuls 15 % des décisions sont appliquées.

Si nous étions dans un pays normal, Besancenot, Coquerel, Simmonet, Touzet et toute la bande de petits bobos hystériques passeraient en procès. Et j'avoue que si on les mettait sur un bateau, en direction des côtes libyennes, cela ne me dérangerait nullement, car j'en ai marre de ces petits branleurs, bien planqués par le système, qui participent activement au Grand Remplacement de notre pays, quand nos classes populaires sont quotidiennement victimes de la crise économique et des joies du vivre ensemble que leur imposent

ces traîtres à la France.

Je leur souhaite de ne jamais croiser mon chemin.

**Martin Moisan**